

Dans un mémorandum adressé au représentant du secrétaire général des Nations unies en RDC dont une copie a été remise à Radio Okapi, ces femmes déplorent aussi le dépouillement à huit clos des urnes, la fraude, la tricherie ou la corruption des agents de la Commission électorale nationale indépendante.

Des observateurs nationaux et internationaux avaient relevé de nombreuses irrégularités lors du scrutin législatif et présidentiel de novembre dernier. Les femmes de l'UNC estiment que «ce désordre a conduit à une organisation bâclée et irresponsable des élections du 28 novembre dernier en RDC».

Pour ces femmes, les irrégularités constatées constituent une violation de la loi électorale. C'est pourquoi elles demandent l'annulation de ces élections.

Maryse Riziki, la présidente de ce collectif de femmes a déclaré à ce sujet:

«On n'a pas respecté la loi. Au moment des compilations, il y a eu des résultats dont on n'a même pas tenu compte. On ne nous a pas donné les résultats des PV que nous avons eus dans les différents bureaux de vote. Nous ne savons pas où on a eu ces résultats là.

Les noms des députés ne reflètent pas la vérité. Notre justice est partielle. C'est pourquoi nous demandons à la communauté internationale d'intervenir pour qu'il y ait annulation de ces élections».

Elles souhaitent aussi que ces élections soient réorganisées avec un bureau autre que celui de

la Ceni. En réaction, le vice-président de la Ceni, Jacques Djoli a fait savoir que son institution respecte le point de vue de ce parti politique.

Il a indiqué que son institution procédera bientôt à l'évaluation des dernières élections et tiendra compte des remarques qui lui sont faites pour tirer des leçons.

Source: allAfrica